

ASAPSU: RAPPORT ANNUEL_2019



ASAPSU

Présenté par: Dr LATH Kock Claudine

Microsoft

1. INTRODUCTION

Nom de l'organisation	L'Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire Urbaine (ASAPSU)
Date de création :	20 mai 1989
Statut juridique :	Association à but non lucratif de droit ivoirien, reconnue d'utilité publique en 2000
Localisation	Cocody Riviera 3, Carrefour 9 KM, Cité Scarr Allabra Villa n°93
Contacts :	Tél : +(225) 22 47 50 54 ; Boite postale : BP 585 Cidex 3 Abidjan Riviera Mail: info@asapsu-ci.org
Vision :	Etre une ONG leader dans le développement intégral des populations vulnérables
Mission :	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie socio-sanitaires des populations vulnérables et défavorisée des milieux urbains et périurbains afin que par l'autopromotion, elles parviennent à un développement intégral
Axes stratégiques :	(i) Santé/Eau-Hygiène-Assainissement ; (ii) Education ; (iii) Action Humanitaire et Droits Humains ; (v) Développement Institutionnel et Renforcement de Capacités
Actifs :	01 Siège social et 05 centres de santé communautaires, 09 bureaux régionaux, un centre de formation professionnel, 14 véhicules, 68 motos, 01 ambulance, 01 bac et divers matériels médicaux, informatiques et bureautiques

LISTE DES MEMBRES DE L'ONG ASAPSU

N°	NOMS ET PRENOMS	EMAIL	TELEPHONE
01	Mme KOOU née TOTIHON Antoinette	antkouo@yahoo.fr	07 44 36 28
02	Mme SANOGO épouse KONE Solange	konesol@yahoo.fr	07 70 18 18
03	Mme MADY Annick	asapsu@hotmail.com	55 83 03 35
04	Mme NAVIGUE Célestine	celestineagnes@yahoo.fr	07 47 04 91
05	Mme LATH Kock Claudine	dinaclous@yahoo.fr	08 82 16 85
06	Mme SAGOUBIE Bernadette	bernadettebredan@gmail.com	07 88 53 35
07	Mme ADJOBI Christine	adjobineboutchristine@gmail.com	47 94 78 58
08	Mme HOUENOU Evelyne	yhouenou@yahoo.fr	07 93 89 93
09	Mme COMPAORE Cécile	compaorececile@yahoo.fr	+226 74 49 38 92

10	Mme SARI Haby Françoise		+226 61 13 68 84
11	M. KONE Samuel	samuelnafan@gmail.com	07 63 37 30
12	Mme KONE Sabine	sabyat@hotmail.com	06 22 15 28
13	Mme ADJOBI Marie-Christine Emmanuela	mcadjobi@yahoo.com	08 01 29 17
14	Mme HOUENOU Marie-Josée	mariejoseehouenou@gmail.com	59 90 21 40
15	Mme ASSEBIAN HOUENOU Corinne	corinas@hotmail.fr	07 84 24 48
16	Mme KAKOU BROU Albertine	albertinekakou@yahoo.fr	40 35 00 31
17	Mme COULIBALY Protta	Gracevelyne98@gmail.com	09 97 67 66
18	Mme KASSI MADY Belinda	madybelinda@gmail.com	07 23 70 26

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ONG ASAPSU

N°	NOM ET PRENOMS	POSITION	CONTACTS	
1	Mme KOUO née TOTIHON Antoinette	Présidente	07 44 36 28	antkouo@yahoo.fr
2	Mme KAKOU Brou Albertine	Secrétaire Générale	08 13 10 08	albertinekakou@yahoo.fr
3	Mme SAGOUBIE Bernadette	Trésorière Générale	07 88 53 35	bernadettebredan@gmail.com
4	Mme SANOGO épouse KONE Pete Solange	Membre copté	07 70 18 18	konesol@yahoo.fr
5	Dr LATH Kock Claudine	Directrice Exécutive	08 82 16 85	dinaclous@yahoo.com

LES ORGANES DE L'ASSOCIATION

Ils sont composés de:

- L'Assemblée Générale (AG)
- Le Conseil d'Administration (CA)
- Le Commissariat aux Comptes (CC)
- La Direction Exécutive (DE)
- Les Cellules Techniques (CT)

LES CELLULE ET DEPARTEMENT TECHNIQUES

- La cellule des sages : Responsable : Mme NAVIGUE Célestine
- La cellule de recherche opérationnelle : Pr HOUENOU Yvelines
- Le département de politique et plaidoyer : Mme SANOGO épse KONE Pete Solange
- La cellule de planification familiale : Mme MADY Annick
- La cellule jeunes et environnement : Mlle HOUENOU Marie-Josée

Elles sont l'émanation de l'Assemblée Générale.

LISTE DES MEMBRES DE LA DIRECTION EXECUTIVE

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION	Tél.	Email
1	Dr LATH Kock Claudine	Directrice Exécutive	08 82 16 85	dinaclous@yahoo.com
2	M. KONE Nafan Samuel	Responsable des Programmes	07 63 37 30	samuelnafan@gmail.com
3	M. SORO Nahoua François	Responsable des Ressources Humaines	07 82 04 46	soronahoua@asapsu-ci.org
4	Dr FE Gondo Salvador	Coordonnateur Technique	07 40 40 67	fegondoci@yahoo.fr
6	Dr COULIBALY Kidou Arsène	Chef de bureau Yamoussoukro	07 49 85 09	Kidoua.asapsu@yahoo.fr
7	Mme COULIBALY Protta	Chef de bureau Man	09 97 67 66	p_coulibaly73@yahoo.fr
8	M. KONE Karim Joseph	Chef de bureau Daloa	03 81 60 02	Konejo.asapsu@yahoo.fr
9	M. OUATTARA Hiela	Chef de bureau San-Pedro	08 00 90 83	hielaouattara@yahoo.fr
10	M. YOUAN Bi Désiré	Chef de bureau Soubéré	07 06 98 63	youandesire@gmail.com

• NOMBRE DE SALARIES ET DE BENEVOLES AU 30 JUIN 2019 :

- 296 salariés (128 Femmes et 168 Hommes) et Environ 3110 ASC et/ou leaders naturels.

2. BILAN MORAL

Le bilan moral des différents rapports d'activités fait l'état de l'ensemble des projets mis en œuvre du 01 janvier au 31 Décembre 2019 selon les axes stratégiques de l'ONG ASAPSU. Il présente de façon succincte les objectifs, les zones d'intervention et les résultats obtenus par projet.

2.1. Axe : Santé/Eau-Hygiène-Assainissement

Tableau 1 : Projet Malaria NMF2

Intitulé du projet :	« Mise à échelle des interventions de lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire » Volet Communautaire 18-20
Partenaires financiers et/ou techniques	Financement : Fonds Mondial ; Partenaire technique : Save the Children
Période de mise en œuvre :	01 janvier au 31 décembre 2019
Cibles:	Femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans
Objectif général :	Contribuer à la réalisation des buts et objectifs du Plan Stratégique National de Lutte contre le Paludisme en Côte d'Ivoire 2016-2020
Zones d'intervention :	Districts Sanitaires de : Didiévi, Tiébissou, Toumodi, Yamoussoukro, Bouaflé, Sinfra, Zuénoula, Daloa, Issia et Vavoua.
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 57 staffs dont 02 supports Ressources matérielles : 02 véhicules, 42 motos et matériels informatiques et bureautiques
Objectifs spécifiques :	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accroître de 50,1% en 2016 à 80% en 2020, la proportion de la population qui dort sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide d'ici 2020 2. Accroître de 22% en 2016 à 40% en 2020, la proportion de femmes enceintes qui prend les trois doses de SP d'ici fin 2020 ; 3. D'ici fin 2020, 80% des cas de paludisme sont confirmés et pris en charge selon les directives nationales dans les structures sanitaires publiques et privées ainsi que dans la communauté.
Résultats obtenus :	<ol style="list-style-type: none"> 1. 955.046 personnes touchées au cours des activités de sensibilisation de proximité (87%) ; 2. 6.675 femmes ont reçu la 3ème dose de SP (174%) 3. 88.151 cas de paludisme d'enfants de – de 5 ans ont été pris en charge au niveau de la communauté (129%) 4. 1213 ASC ont bénéficié d'une supervision conjointe (soit 99%)
Activités clés :	Sensibilisation de proximité ; Prise en charge des cas de paludisme de enfants de moins de 5 ans dans la communauté ; dispensation des doses de SP aux femmes enceintes ; supervisions conjointes des ASC

Tableau 2 : PROJET IMPACT MALARIA

Intitulé du projet :	Projet IMPACT MALARIA
Partenaires financiers et/ou techniques	Financement : USAID/PMI
Période de mise en œuvre :	01 Septembre 2019 au 31 Janvier 2020
Cible :	Femmes enceintes et femmes allaitantes, enfants de moins de 5 ans, population en générale
Objectif général :	Améliorer l'accessibilité et la qualité de l'offre de service de prise en charge des cas et de prévention du paludisme pendant la grossesse, au niveau communautaire
Zones d'intervention :	Région du NZI: <ul style="list-style-type: none"> - Districts sanitaires de Dimbokro, Bocanda et Kouassikouassikro Région de l'IFFOU: <ul style="list-style-type: none"> - Districts sanitaires de Daoukro, Pri kro et Mbahiakro Région du Moronou: <ul style="list-style-type: none"> - Districts sanitaires de Bongouanou, M'Batto et Arrah
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 23 staffs dont 04 supports Ressources matérielles : 1 véhicule, 02 motos, 01 ordinateur portable, 01 ordinateur de bureau, 01 imprimante.
Objectifs spécifiques :	OS1 : Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel de la santé communautaire ; OS2 : Améliorer la couverture et la qualité des services de santé communautaire ; OS3 : Renforcer la participation communautaire dans la résolution des problèmes de santé ; OSC4 : Assurer la pérennisation des interventions communautaires
Résultats obtenus au 1 ^{er} trimestre :	<ul style="list-style-type: none"> - 3986 VAD ont été enregistrées sur 7008 attendues soit 50% de réalisation - 1177 activités réalisées sur 3504 attendues soit 30% d'atteinte de l'indicateur - 404 cas de paludisme ont été traités à domicile sur 476 cas confirmés soit 85% sur 669 cas suspects de paludisme - 72 cas de diarrhée ont été traités (72 %) et 28 (28 %) ont été orientés au centre de santé sur 100 cas notifiés - 07 enfants dépistés malnutris ont été orientés vers les centres de santé pour une prise en charge - 100% des superviseurs supervisés (15/15) - 256 ASC supervisés conjointement par les superviseurs et les agents de santé ; soit 44% de l'effectif des ASC
Activités clés :	Sensibilisation de proximité dans la communauté ; Recherche des femmes enceintes sous SP2 perdues de vues pour la prise de la SP3 ; Prise en charge intégrée des maladies chez les enfants de moins de moins de 05 ans (paludisme, diarrhée, IRA)

Tableau 3: Projet RPP-HIV

Intitulé du projet :	Offre de services de dépistage de VIH aux populations prioritaires
Partenaires financiers et/ou techniques	JHPIEGO
Période de mise en œuvre	01 Janvier au 30 Juin 2019
Cible :	Population générale et populations prioritaires
Objectif général :	Contribuer à l'atteinte des objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA en Côte d'Ivoire
Zones d'intervention :	Districts Sanitaires de Daloa
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 08 staffs ; Ressources matériels : 05 motos, divers matériels informatiques et bureautiques
Objectifs spécifiques :	1. Sensibiliser les populations prioritaires sur les thématiques du VIH ; 2. Offrir le test de dépistage aux personnes éligibles ; 3. Favoriser la mise sous traitement par la référence des personnes dépistées positives
Résultats obtenus :	1. 7.121 personnes touchées au cours des activités de sensibilisation de proximité (109.77%) ; 2. 128 personnes dépistées positives et ayant reçu leur résultat (85.33%) ; 3. 19 personnes dépistées positives mise sous traitement (100%)
Activités clés :	Sensibilisation de proximité ; l'offre de services de dépistage VIH des populations prioritaires ; mise sous traitement des personnes dépistées positives.

Tableau 4 : Projet DJASSO PY1/ Projet LINKAGES

NB : les informations contenues dans ce tableau tiennent compte des données de la population générale et des populations clé supporté financièrement par EGPAF et FHI 360°.

Intitulé du projet :	Offre de services cliniques de prévention soins et soutien, prise en charge, traitement du VIH, aux Populations générales y compris les populations clés
Partenaires financiers et/ou techniques	EGPAF/FHI360
Période de mise en œuvre :	01 OCTOBRE 2018 au 30 SEPTEMBRE 2019
Cibles :	Populations générales y compris les populations clés (TS, MSM, TG, Partenaires Stables de TS)
Objectif général :	Offrir des services cliniques de prévention soins et soutien, prise en charge, traitement du VIH, aux populations générales y compris les populations clés
Zones d'intervention :	Districts Sanitaires d'Abobo-Ouest et de Yamoussoukro
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 18 staffs ; Ressources matériels : divers matériels médicaux, informatiques et bureautiques
Objectifs spécifiques :	1. Offrir des services de conseil et de dépistage du VIH aux populations générales et populations clés ; 2. Offrir des soins et traitement aux PVVIH.
Résultats obtenus :	1. 3185 personnes ayant bénéficié de service de Conseil et dépistage au VIH y compris la PTME et ayant reçu

	<p>leurs résultats</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. 135 personnes dépistées positives au VIH 3. 567 personnes positives provenant de la clinique et référées par les communautaires nouvellement enrôlées dans les soins ; 4. 282 personnes sous ARV avec une charge virale supprimé (<1,000 copies/ml) documenté à 12 mois de traitement
Activités clés :	Conseils et dépistage du VIH ; Soins et soutien ; Suivi biologique.

Tableau 5 : Project Empower West Activities

Intitulé du projet :	Project Empower West Activities
Partenaires financiers et/ou techniques	USAID
Partenaires de mise en œuvre	RSB, SAPHARM, CEEDeB
Période de mise en œuvre :	Novembre 2019 à Septembre 2020 (durée de 5ans)
Cible:	Les populations clés (TS, MSM, TG, Partenaires Stables de TS)
Objectif général :	Permettre d'élargir l'accès à des services complets de prévention, de soins et de traitement du VIH des Populations Clés dans 13 zones d'intervention.
Zones d'intervention :	Districts Sanitaires de Yamoussoukro, Bouaké Nord-Est, Bouaké Sud, Bouaflé, Sinfra, Zuénoula, Daloa, Issia, Man, Bangolo, Duékoué, Guiglo et Kouibly
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 18 staffs avec 4 personnels clés ; Ressources matériels: divers matériels médicaux, informatiques et bureautiques
Objectifs spécifiques :	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accroître la disponibilité de services complets de prévention, de soins et de traitement, y compris une couverture fiable dans l'ensemble du continuum de soins pour les Populations Clés. 2. Améliorer et pérenniser la demande de services complets de prévention, de soins et de traitement des Populations Clés 3. Renforcer les systèmes de planification, de suivi, d'évaluation et d'assurance de la qualité des programmes destinés aux Populations Clés
Résultats obtenus (Novembre –Décembre 2019):	<ol style="list-style-type: none"> 1. Participation à une session d'orientation sur les outils de suivi et évaluation 2. Participation à la Post Awards conférence organisée à l'ambassade des USA par l'USAID 3. Finalisation des contrats avec les ONG sous partenaires de mise en œuvre (SAPHARM, RSB, CEeDEB) 4. Mission d'information et de présentation du projet aux directeurs régionaux et départementaux de la sante des 13 sites de mise en œuvre. 5. Organisation de deux sessions de formation des EP et des superviseurs : 53 communautaires formés 6. Présentation du projet Empower West au PNLS 7. Elaboration du plan de renforcement des capacités

Activités clés :	<p>Fournir l'ensemble minimum de services pour les populations clés (KP) : Conseils et dépistage du VIH ; Soins et soutien ; Suivi biologique.</p> <p>Étendre les approches innovantes d Mettre en œuvre une stratégie de réseau telle que l'approche améliorée de sensibilisation par les pairs (EPOA)</p> <p>dépistage dans la communauté telles que l'auto-test et la prophylaxie pré-exposition (PreP) et assurer la qualité, mettre en place des formations et renforcer les capacités des cliniques, mettre à échelle le CD clinique actuelle et assurer la qualité, faciliter les accords entre les agents communautaires et les centres VIH pour le suivi des clients référés, Faciliter les accords entre les agents communautaires et les centres VIH pour le suivi des clients référés</p>
------------------	---

Tableau 6: Projet RdR

Intitulé du projet :	Réduction des risques en direction des usagers de drogues précaires à Abidjan
Partenaires financiers et/ou techniques	Médecins du Monde
Période de mise en œuvre :	Janvier à Décembre 19
Cible :	Usagers de Drogues
Objectif général :	Améliorer les conditions de santé des Usagers de drogues d'Abidjan.
Zones d'intervention :	Abidjan
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 34 staffs ; Ressources matériels : divers matériels médicaux, informatiques et bureautiques
Objectifs spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir des consultations médicales en stratégies fixes et mobiles ; • Assurer le conseil et de dépistage du VIH aux Usagers de Drogue ; • Assurer la recherche de la tuberculose et la référence des cas vers les CAT ; • Offrir des services de santé de la reproduction aux UD ;
Résultats obtenus :	<ul style="list-style-type: none"> • 3427 visites pour les hommes et 231 visites pour les femmes en consultation sur le terrain • 220 nouveaux UD et 50 nouvelles UD au niveau des centres de santé ASAPU • 327 visites pour les anciens UD et 87 visites pour les anciennes UD au niveau du centre • 04 usagers de drogue dépistés positif au VIH dont 3 hommes, 1 femme ; <p>12 femmes enceintes usagères de drogue ont bénéficié d'une CPN recentrée.</p>
Activités clés :	Consultation médicales ; Conseils et dépistage du VIH ; recherche de la tuberculose ; CPN et soins infirmiers, activités de sensibilisation.

Tableau 7 : Projet VIH_TB/NFM2 CIV-H-ACI

Intitulé du projet :	Nouveau Fonds Mondial
Partenaires financiers et/ou techniques	- FONDS Mondial - ALLIANCE-CI - APROSAM - EXPERTISE-France
Période de mise en œuvre :	Janvier 2019 à Décembre 2019
Cible :	Population cible (Jeunes filles & Ado 15-24 ans, Hommes de plus de 25 ans et Femmes enceinte PTME)
Objectif général :	Intensification et amélioration de qualité des interventions en vue de l'atteinte des 90-90-90
Zones d'intervention :	District Sanitaire de Man (Man, Logoualé, Sangouiné et Yapleu)
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 61 staffs Ressources matérielles : 02 motos, 01 ordinateur complet, 02 imprimantes, 01 scanner, 01 Laptop
Objectifs spécifiques :	1. Contribuer à la réduction des nouvelles infections de 50% d'ici 2020 2. Contribuer à la réduction de la mortalité due au sida des PVVIH de 75% d'ici 2020 3. Améliorer la qualité de vie des PVVIH, des OEV et leurs familles à travers la mise en place d'un système efficace de continuum de soins d'ici 2020 4. Renforcer l'efficacité de la gouvernance de la réponse nationale aux IST, VIH, au sida d'ici 2020
Résultats obtenus :	7325/4428 des jeunes Filles ado ont réalisé un test de dépistage soit 165,4% 6/35 des jeunes Filles ado ont été testé positives soit 17,14% 1987/1047 des hommes de +25 ans ont réalisé un test de dépistage soit 189,7% 7/13 des hommes de +25 ans ont été testé positifs soit 53,84% 13/13 enfants vulnérables ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle soit 100% 112 femmes enceintes ont été conseillé et testé
Activités clés :	Prévention, Conseil et dépistage, prise en charge médicale et nutritionnelle et recherche active des Perdus de vue.

Tableau 8 : Projet VIH_TB/NFM2

Intitulé du projet :	Mise à l'échelle des interventions de la lutte contre la Tuberculose en Côte d'Ivoire NFM2 TB FM
Partenaires financiers et/ou techniques	FONS MONDIAL ALLIANCE-CI APROSAM PNLT
Période de mise en œuvre :	Janvier 2019 au 31 Décembre 2019
Cible :	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations ayant un accès difficile aux services de soins • Les PVVIH • Les sujets-contacts • Les enfants et les adolescents • Les personnes incarcérées • Les femmes (TS) • Les malades diabétiques • Les Usagers de drogues
Objectif général :	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la notification de 21% des cas de tuberculeux d'ici 2020 • Assurer le suivi communautaire de 18267 des patients tuberculeux soit 88% • Assurer le dépistage du VIH des cas présumés référés vers les CAT/CDT pour le dépistage TB • Suivi communautaire des TBMR par 50 ASC Coach à raison de 2 ASC Coach par CAT et appui alimentaire aux TBMR
Zones d'intervention :	TONKPI & GUEMON CAVALLY
Ressources humaines et matérielles	2 Superviseurs Chargé du Suivi Evaluation, 01 Comptable, 27 ASC COACH 05 Motos
Objectifs spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> • 20% de patients notifiés par les ASC en 2019 • 100% des patients notifiés suivis • 85% de succès thérapeutique • Moins de 5% de PDV (Perdus de Vue)
Résultats obtenus :	<ul style="list-style-type: none"> • Patients notifiés par les ASC 476/1457 soit 32,66% en 2019 • Succès thérapeutique 84,26% en 2019 T4 N/P • Taux de PDV (Perdus de vue) 1% pour l'année 2019 T4 2019 N/P
Activités clés :	Dépistage des cas présumés Tuberculeux ; Sensibilisation sur la Tuberculose en milieu de regroupement de masse (Ecoles, Eglises Mosquées Villages et quartier précaire, Prisons etc.).

Tableau 9 : PMNDPE

Intitulé du projet :	Projet Multisectoriel de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PMNDPE)
Partenaires financiers et/ou techniques	Financement : Banque Mondial ; Partenaire technique : Primature, Power of nutrition
Période de mise en œuvre :	01 Septembre au 31 Août 2019
Cibles :	Femmes enceintes et femmes allaitantes, enfants de moins de 5 ans
Objectif général :	Accroître la couverture des interventions de la nutrition et du développement de la petite enfance avec un focus mis sur la période des 1000 premiers jours
Zones d'intervention :	Région du Poro : <ul style="list-style-type: none"> - Sous-préfecture de Niafoin : Kamara, Kamahan, Pivohon, Seguetielé, M'Bia et Badon. - Sous-préfecture de Sirasso : Talleré, M'Balla, Sakpélé, Seguebe, Dagba, Soloboho, Lopin et Sambokaha. - Sous-préfecture de Guiembé : Guiembé, Zangoplé, Tiegana, Tapé, Sokpaha et Kalaha. - Sous-préfecture de Dikodougou : Tapré, Nogotaha, Bana et Kafrine. - Sous-préfecture de Boron : Boron, Gbondougou, Ouattaradougou et Farakoro-Bada.
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 15 staffs dont 01 support Ressources matérielles : 1 véhicules, 12 motos et 6 ordinateurs portables, 6 imprimantes.
Objectifs spécifiques :	OS1 : Renforcer l'offre de service et les interventions en matière de nutrition et de développement de la petite enfance dans les zones cibles de la région ; OS 2 : Renforcer la gouvernance et la gestion de la nutrition dans les zones cibles de la région ; OS3 : Assurer la mise en œuvre et la gestion du projet dans les zones cibles de la région.
Résultats obtenus au 1 ^{er} trimestre :	<ul style="list-style-type: none"> - 28 villages repérés, évalués et sélectionnés en collaboration avec les autorités locales. - 5 COSNAPE/5 mis en place dans les 5 Sous-préfectures. - 27 Comités Locaux de Pilotage sur 28 mis en place dans les 5 Sous-préfectures. - 27/28 FRANCS mis en place dans les 5 Sous-préfectures. - 7552 ménages recensés pour un total de 36 382 habitants dont 7 281 enfants de moins de 5 ans, 949 femmes enceintes et 2 383 femmes allaitantes.
Activités clés :	Mobilisation communautaire ; Dénombrement des ménages cibles ; Mise en place des FRANCS, CLP et COSNAPE ; Offrir des services de base en nutrition aux FE, FA et enfants de moins de 5 ans ; Faire l'éducation parentale sur la base du module national, etc.

Tableau 10 : Centres de santé

Intitulé du projet :	Prise en charge des populations urbaines et péri urbaine des quartiers précaires de la ville d'Abidjan
Partenaires financiers et/ou techniques	MSHP, FHI360, ARIEL, EGPAF, ACONDA
Période de mise en œuvre :	2017-2018
Cible :	Hommes, femmes, enfants, population clef
Objectif général :	
Zones d'intervention :	Attécoubé, Abobo, Yopougon (Yao séhi et Gesco), Marcory
Ressources humaines et matérielles	6 médecins, 9 infirmiers, 12 sages-femmes, 4 biologistes, 31 ASC, 7 gardiens, 2 techniciennes de surface, 5 dame de l'accueil, 5 caissières et 5 gestionnaire pharmacie 5 ordinateurs, 2 motos,
Objectifs spécifiques :	<ol style="list-style-type: none"> 1- Assurer la consultation médicale 2- Offrir des services de prévention des maladies évitable par la vaccination 3- Offrir des services de santé de la reproduction 4- Assurer la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH
Résultats obtenus :	<ul style="list-style-type: none"> - 5690 doses de rougeole et 5697 doses de fièvre jaune ; - 397 nouvelles utilisatrices de méthode contraceptive ; - 270 nouveaux Usagers de Drogue reçs aux centres de santé ASAPSU - 18065 cas de consultations réalisés avec 3924 CPN - 773 personnes vivant avec le VIH dans la file active
Activités clés :	Consultation médicales, consultations prénatales et post natale, prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, prise en charge VIH, vaccination,

2.2. Axe 2 : Education

Dans le courant de l'année 2019, ASAPSU n'a pas réalisé des projets spécifiquement liés à l'éducation. Cependant, des activités attachées à l'éducation ont été exécuté lors de la mise en œuvre des projets liés aux autres axes d'intervention. Ainsi, en termes de réalisation :

❖ Construction, réhabilitation et équipement

- ✓ Deux (02) salles de classes construites à l'école primaire de MENEKE sur le projet de l'axe 3 pour soulager les parents, les instituteurs et surtout les enfants des cinq (05) villages rattachés à MENEKE. En effet, les salles de classe disponibles étaient insuffisantes pour recevoir tous les enfants de la zone surtout avec les enfants rapatriés qui sont de plus en plus nombreux ;
- ✓ Toujours sur cet axe, Six (06) toilettes ont été construites à l'école primaire de DEGNE afin de compléter l'action du PNUD et ASAPSU de doter ce village d'une école primaire de trois salles de classe. Pour rappel, un bâtiment de trois (03) salles de classe avaient été construites à DEGNE et

- remis lors de la première phase du projet. L'école baptisé "EPP MICHEL GRAU" de DEGNE n'avait pas de toilette. Les six toilettes viennent compléter cette action.
- ✓ Quatre-vingt et une table-bancs offert à l'EPP BOUA pour renforcer la capacité d'accueil de l'école afin de recevoir les enfants déguerpis de la forêt classée de la haute DODO. Cette action a été possible sur le projet de protection forestière avec le PNUD.
 - ✓ Une école de trois classes réhabilitées et équipées à MINORE dans le cadre du projet de protection forestière avec le PNUD.
- ❖ **Formation / Sensibilisation**
- ✓ Plusieurs formations réalisées en faveur des jeunes, des femmes et des personnes âgées dans plusieurs localités du pays lors des activités du PEV de routine, du projet forestier, de réintégration, etc.

2.3. Axe 3 Action Humanitaires et Droits Humains

Tableau 1: Cohésion sociale et humanitaire

Intitulé du projet :	PROJET D'APPUI A LA REINTEGRATION, LA PREVENTION DES CRISES ET A LA CONSOLIDATION DE LA COHESION ET DE L'INCLUSION SOCIALE
Partenaires financiers et/ou techniques	PNUD
Période de mise en œuvre :	Du 01 Novembre au 31 Décembre 2019
Cible :	<p>b-1. Les bénéficiaires directs</p> <p>il s'agit des personnes rapatriées/retournées et les communautés du département de Tabou</p> <p>b-2. Les bénéficiaires indirects</p> <p>Les dépendants des personnes qui bénéficieront de l'appui des partenaires, les populations résidentes de Tabou et celle de la Côte d'Ivoire au regard du caractère de Paix et de cohésion sociale recherché;</p>
Objectif général:	<p>L'objectif sera non seulement de renforcer le volet réintégration des rapatriés à travers l'assistance offerte aux populations afin d'améliorer leurs conditions de vie mais aussi de mener des actions de cohésion et d'inclusion sociale en impliquant les jeunes et les femmes</p> <p>A l'issue du projet, les personnes rapatriées seront non seulement rassurées d'une réintégration réussie mais aussi la cohésion sociale se renforcera davantage dans les localités du projet.</p> <p>Aussi la paix sera préservée dans tout le département surtout avant, pendant et après les élections présidentielles de 2020.</p>
Zones d'intervention :	<p>Région : SAN PEDRO ;</p> <p>Département : Tabou ;</p> <p>Sous-préfecture : TABOU-OLODIO-GRABO-DJOUROUTOU</p>
Ressources humaines et	<p>Ressources humaines</p> <p>Equipe technique :</p>

matérielles	<p>Chef de projet ; Comptable ; Chargé de protection ; Chargé des AGR ; Assistant chargé de la formation ; Charge suivi-évaluation ; Chauffeur</p> <p>Equipe de coordination :</p> <p>Directrice Exécutive ; Responsable programme ; Responsable financier</p> <p>Ressources matérielle : 02 motos</p>
Objectifs spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> - OS1 : Améliorer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique à travers le renforcement du dialogue communautaire et l'accès aux infrastructures communautaire de base ; - OS2 : Mettre en œuvre des activités génératrices de revenus au profit des jeunes entrepreneurs ;
Résultats obtenus :	<p>1. Objectif spécifique 1 : Améliorer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique à travers le renforcement du dialogue communautaire et l'accès aux infrastructures communautaire de base</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ R.1.1 : 40 CPP formés et appuyés en matériel de fonctionnement ; ✓ R.1.2 : une (1) sensibilisation de masse sur la cohésion et l'inclusion sociale organisée à DJAMADIOKE avec l'implication des autorités administratives et politiques de Tabou ; ✓ R.1.3 : une (1) rencontre d'échanges et sportives sur la résolution pacifique des conflits intercommunautaires organisée à MENEKE avec la contribution des autorités administratives et politiques de TABOU ; ✓ R.1.4 : <ul style="list-style-type: none"> • Deux salles de classes construites à l'école primaire de MENEKE pour soulager les parents, les instituteurs et surtout les enfants des cinq (05) villages rattachés à MENEKE. En effet, les salles de classe disponibles étaient insuffisantes pour recevoir tous les enfants de la zone surtout avec les enfants rapatriés qui sont de plus en plus nombreux ; • Six (06) toilettes ont été construites à l'école primaire de DEGNE afin de compléter l'action du PNUD et ASAPSU de doter ce village d'une école primaire de trois salles de classe. Pour rappel, un bâtiment de trois (03) salles de classe avaient été construites à DEGNE et remis lors de la première phase du projet. L'école baptisé "EPP MICHEL GRAU" de DEGNE n'avait pas de toilette. Les six toilettes viennent pour compléter cette action. <p>2. Objectif spécifique 2 : Mettre en œuvre des activités génératrices de revenus au profit des jeunes entrepreneurs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ R.2.1 : Mise en œuvre de quatre (04) AGR en faveur des jeunes et des femmes :

	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de mini unité de transformation de manioc à DJAMADIOKE en faveur des femmes de DJAMADIOKE ; • Mise en place de projet champs de manioc et tricycle en faveur des femmes de MENEKE ; • Mise en place d'un atelier de construction métallique en faveur de 09 jeunes de Tabou ; • Appui d'un groupement de pêche à BOUBELE ; offre de moteur, de pirogue et de filet de pêche ; <p>✓ R.2.2 : Renforcement des capacités des bénéficiaires des activités économiques aux techniques de pêche et aux métiers de l'agriculture par une formation en faveur de 30 personnes issues des différents groupements appuyés.</p>
Activités clés :	<p>OS1 : Améliorer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique à travers le renforcement du dialogue communautaire et l'accès aux infrastructures communautaire de base</p> <ul style="list-style-type: none"> - A.1.1 : Former et appuyer 40 CPP en matériel de fonctionnement ; - A.1.3 : Organiser une (1) sensibilisation de masse sur la cohésion et l'inclusion sociale - A.1.4 : Organiser une (1) rencontre d'échanges et sportives sur la résolution pacifique des conflits intercommunautaires - A.1.5 : Satisfaire les besoins élémentaires et les services essentiels à travers la mise en place, l'amélioration et le maintien d'infrastructures communautaire de base <p>OS2 : Renforcer la réintégration des personnes retournées dans les communautés d'accueil à travers un mécanisme socioéconomique</p> <ul style="list-style-type: none"> - A.2.1 : Mettre en œuvre des activités économiques au profit de 35 jeunes et femmes - A.2.2 : Renforcer les capacités des bénéficiaires des activités économiques aux techniques de pêche, d'élevage et aux métiers de l'agriculture

2.4. Axe 4 Développement Institutionnel et Renforcement des Capacités

Tableau 1 : Projet MOCEC 2

Intitulé du projet :	Soutien à la mobilisation communautaire et à l'éveil citoyen sur la gestion du foncier rural dans la région de la Nawa
Partenaires financiers et/ou techniques	CCFD-TerreSolidaire
Période de mise en œuvre :	01 Janvier au 31 Décembre 2019
Cible :	Les populations de la région de la Nawa (les OSC, les ministères en lien avec le foncier, les leaders communautaires, les groupements de femmes, les établissements scolaires)
Objectif général :	Accompagner la construction d'une gouvernance foncière inclusive pour garantir la cohésion sociale dans la région de la Nawa (sud-

	ouest Côte d'Ivoire).
Zones d'intervention :	Les localités de Yabayo, Gnakoragui, Sayo, Obrouayo, Zergbeu, les établissements scolaires (Lycée moderne Charles Bauza Donwahi Soubré, Lycée Kato Luc Vincent Méagui, Lycée moderne Bernard Zadi Zaourou 2 Soubré, Groupe Scolaire Mark Ange Soubré, Lycée Moderne Marcel Zadi Kessi Yacoclidabouo, Collège moderne Nawa Soubré, Collège Excellence Soubré)
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 05 staffs Ressources matérielle : 1 Pick Up et 2 motos
Objectifs spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les populations afin de débattre de leurs pratiques de gestion foncière et de les faire évoluer pour une meilleure réponse aux défis actuels de sécurisation foncière et de cohésion sociale ; - Renforcer la sécurisation foncière des exploitations familiales en mettant un accent sur celles des femmes ; - Encourager la participation de toutes les parties prenantes aux échanges liés au foncier ; - Participer au plaidoyer en direction des autorités en vue d'une meilleure gestion du foncier dans le cadre de la plate-forme Alerte-Foncier ; - Assurer la veille / plaidoyer en faveur des populations déplacées du fait de la construction du barrage hydroélectrique de Soubré.
Résultats obtenus :	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations du village de Obrouayo et Sayo construisent de nouvelles règles de gouvernance foncière inclusive à travers le dialogue intercommunautaire ; - Les propositions de règles sorties des ateliers terri storie sont mis en débat avec les communautés des deux villages à travers la période d'accompagnement ; - Les autorités administratives adhèrent au processus de plaidoyer pour la certification foncière au profit des femmes détentrices de la lettre de reconnaissance du droit coutumier à Gnakoragui ; - 15 leaders de 3 villages déplacés du fait de la construction du barrage de Soubré ont leurs capacités renforcées sur la règlementation ivoirienne et celle de la banque mondiale en matière d'indemnisation en cas de déplacement involontaire d'une population ; - Les tribunaux coutumiers de quatre villages (Gnakoragui, Yabayo, Sayo, Obrouayo) améliorent leur mode de fonctionnement par la recomposition de leurs membres (modèle classique villageois) et l'élaboration de leurs règlements intérieurs ; - Les femmes des villages cibles débattent de leur condition d'accès sécurisé à la terre et font des propositions dans ce sens ; - Le positionnement de l'ONG ASAPSU et la responsabilité des ministères techniques et des collectivités territoriales ont été mis en relief au cours d'un atelier sur le foncier rural suivi d'une table ronde d'échanges avec les collectivités ; - La création de deux nouveaux clubs fonciers au collège moderne Nawa et au collège excellence de Soubré suivi de la formation des membres aux notions du foncier rural ; - La sensibilisation des apprenants du lycée moderne Bernard Zadi Zaourou 2 de Soubré.
Activités clés :	1. Organisation d'atelier de simulation terri storie dans les villages de Obrouayo et Sayo ;

	<p>2. Mise en débat avec les communautés des propositions de règles sorties des ateliers</p> <p>3. Organisation de réunions thématiques sur le foncier avec les acteurs locaux ;</p> <p>4. Sensibilisation à l'appropriation des règles de la gouvernance foncière traditionnelle inclusive et aux notions de la loi relative au domaine foncier rural ;</p> <p>5. Appui à l'autonomisation des groupements féminins ;</p> <p>6. Partage des premiers résultats de l'enquête sur les 3 sites de déplacés du fait de la construction du barrage hydroélectrique de Soubré ;</p> <p>7. Organisation de réunions tournantes entre les membres des groupements féminins des villages cibles</p> <p>8. Organisation d'un atelier de renforcement des capacités sur le foncier rural suivi d'une table ronde d'échanges avec les collectivités territoriales</p> <p>9. La formation des membres de deux nouveaux clubs fonciers</p>
--	---

Tableau 2 : Projet FONRU 2

Intitulé du projet :	Projet d'expérimentation pilote pour une gouvernance foncière inclusive
Partenaires financiers et/ou techniques	<ul style="list-style-type: none"> • CCFD-Terre Solidaire ; • Le CIRAD centre de coopération en recherche agronomique pour le développement ; • Le CERAP centre de recherche et d'action pour la paix ; • INDES-Formation Institut africain pour le développement économique et social ; • ARK Animation rural de Korhogo.
Période de mise en œuvre :	2017-2020
Cible :	Les populations des régions de la Nawa, de la Bagoué et du Poro
Objectif général :	Contribuer à une sécurisation foncière des communautés locales par une gouvernance foncière inclusive pour garantir la cohésion sociale.
Zones d'intervention :	Les localités de Yabayo, Gnakoragui, Obrouayo, Sayo, Kebi, Tiononiaradougou, Nambékaha et Dossoungboho
Ressources humaines et matérielles	Ressources humaines : 05 staffs Ressources matérielle : 1 Pick Up et 2 motos
Objectifs spécifiques :	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accompagner les populations afin d'aboutir à la co-construction de nouvelles règles traditionnelles de gouvernance foncière inclusive ; 2. Enrichir, à partir des préoccupations des populations, la réflexion au sein de la plateforme ALERTE FONCIER au niveau national
Résultats obtenus :	<ol style="list-style-type: none"> 1. De nouveaux dispositifs traditionnels de gestion foncière rurale sont disponibles et utilisés par les communautés rurales cibles ; 2. 2 nouveaux villages discutent et font des propositions de gestion foncière traditionnelle
Activités clés :	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation de 2 ateliers de simulation participative avec l'outil Terristories dans 2 nouveaux villages ; 2. Accompagnement des populations pour faire aboutir les propositions de règles sorties des ateliers ; 3. Monitoring de l'appropriation des nouveaux dispositifs.

Tableau 3 : Projet Foncier rural

Intitulé du projet :	Projet d'appui à la participation des jeunes à la gestion durable des ressources forestières pour le renforcement de la cohésion sociale dans la région ouest de la Côte d'Ivoire
Partenaires financiers et/ou techniques	PNUD
Période de mise en œuvre :	01 Juillet au 31 Décembre 2019
Cible :	<p>b-1. Les bénéficiaires directs Il s'agit des jeunes, des femmes issues des communautés autochtones, allochtones et allogènes des sites concernés par l'opération de déguerpissement ;</p> <p>b-2. Les bénéficiaires indirects Les dépendants des personnes qui bénéficieront de l'appui des partenaires, les populations résidentes sur le territoire National et celle du monde de par la dimension écologique des forêts protégées ;</p>
Objectif général:	Le projet vise la participation des jeunes à la gestion durable des ressources forestières, le renforcement de la cohésion sociale dans les différentes localités concernées par le processus de déguerpissement des forêts classées. Cela doit permettre d'éviter aux populations concernées la crise humanitaire occasionnée lors d'une opération similaire.
Zones d'intervention :	<p>Région : BAS-SASSANDRA ; Département : SAN PEDRO ; Commune : SAN PEDRO ; Localités : BOUA et DOGBO</p> <p>Région : WORODOUGOU-BERE ; Département : Séguéla ; Commune : Séguéla ; Localités : Wama;</p> <p>Région : HAUT-SASSANDRA ; Département : VAVOUA ; Commune : VAVOUA ; Localité : Minoré</p>
Ressources humaines et matérielles	<p>Ressources humaines</p> <p>Equipe de Coordination</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une Directrice Exécutive - Un Responsable Programme <p>Equipe technique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un chef de projet - Un comptable - Un Moniteur charge du suivi des activités à San-Pedro - Un Moniteur charge du suivi des activités à Seguela - Un Moniteur charge du suivi des activités à Vavoua <p>Ressources matérielles : 3 motos</p>
Objectifs spécifiques :	<ul style="list-style-type: none"> - OS1 : Réaliser les activités de rapprochements communautaires impliquant les jeunes et femmes (activités socio-culturelles etc.) ; - OS2 : Mettre en place un système d'alerte précoce impliquant les jeunes et les femmes coordination étroite avec les services de l'Etat en vue de prévenir les occupations illégales et conflits (impliquer les comités régionaux d'alerte précoce...) ; - OS3 : Sensibiliser et former les acteurs des plateformes sur la lutte contre les VBG, les dr humains (particulièrement les agents de l'Administration forestière). - OS4 : Former les acteurs (autorités et leaders locaux, les représentants de la SODEFOR, associations de jeunes et les femmes) sur la gestion de l'information, de la rumeur, les outils collecte et rapportage ; - OS5 : Réhabilitation ou réalisation des QIPS dans chacune des trois zones cibles infrastructures sociales de base comme des écoles, centres de santé (dispensaires, maternité, points d'eau (pompes hydrauliques, PMH), foyers polyvalents de jeunes) ; - OS6 : Formation des jeunes et les femmes sur les opportunités d'activités économiques (apiculture, élevage et autres emplois verts) ;

<p>Résultats obtenus :</p>	<p>3. Objectif spécifique 1 : Réaliser les activités de rapprochements communautaires impliquant les jeunes et les femmes (activités socio-culturelles etc.) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.1.1 : quatre (04) rencontres d'échange intercommunautaire accompagnés d'activité socioculturelle ont été réalisées dans les quatre localités cibles avec l'implication des forces forestières et les autorités administratives (Causerie débat, Repas communautaire); - R.1.2 : les communautés de ses localités adoptent des comportements sociaux adéquats qui favorisent un climat de paix et de cohésion social ; <p>4. Objectif spécifique 2 : Mettre en place un système d'alerte précoce impliquant les jeunes et les femmes en coordination étroite avec les services de l'Etat en vue de prévenir les occupations illégales et les conflits (impliquer les comités régionaux d'alerte précoce...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.2.1 : quatre (04) Comités de Protection et de surveillance de la forêt (CPSF) sont créés et suivi par ASAPSU dans les localités du projet ; - R.2.2 : Les 04 comités ont reçu un appui en matériels de fonctionnement et de communication (Mégaphones, registres, stylos, bâches, chaises) - R.2.3: Quatre (04) champs école pour le reboisement de la forêt sont en cours de réalisation dans chaque localité ; <p>5. Objectif spécifique 3 : Sensibiliser et former les acteurs des plateformes sur la lutte contre les VBG, les droits humains (particulièrement les agents de l'Administration forestière).</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.3.1 : des sessions de renforcement de capacités encours à l'endroit des acteurs locaux, les CPCSF, les agents de l'administration forestière afin qu'ils soient capables de reconnaître les cas de violation des droits de l'homme et apporte une réponse efficace ; <p>6. Objectif spécifique 4 : Former les acteurs (autorités et leaders locaux, les représentants de la SODEFOR, les associations de jeunes et les femmes) sur la gestion de l'information, de la rumeur, les outils de collecte et rapportage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.4.1 : Les acteurs locaux ont reçus une formation sur la protection de la forêt, les avantages, la gestion de la rumeur, les outils de collecte et rapportage ; - R.4.2: Les acteurs locaux adoptent les comportements adéquats à la gestion et à la protection de la forêt ; <p>7. Objectif spécifique 5 : Réhabilitation ou réalisation des QIPS dans chacune des trois zones cibles des infrastructures sociales de base comme des écoles, centres de santé (dispensaires, maternités), points d'eau (pompes hydrauliques, PMH), foyers polyvalents de jeunes) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.5.1 : ASAPSU a identifié les besoins des populations en termes d'infrastructure sociale ce sont une école à Vavoua, un Préau de rencontre communautaire à Séguéla, un centre de sante à Dogbo (San-Pedro) et un préau à Boua (San-Pedro); <p>8. Objectif spécifique 6 : Formation des jeunes et les femmes sur les opportunités d'activités économiques (apiculture, élevage et autre emplois verts) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - R.6.1 : les activités économiques a appuyer sont identifiée ;
----------------------------	--

<p>Activités clés :</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Objectif spécifique 1 : Réaliser les activités de rapprochements communautaires impliquant les jeunes et les femmes (activités socio-culturelles etc.) ; <ul style="list-style-type: none"> - A.1.1 : Organiser quatre (04) rencontres d'échange intercommunautaire avec l'implication des forces forestières et les autorités administratives (Causerie débat, Repas communautaire); - A.1.2 : Organiser quatre (04) rencontres socioculturelles et sportives dans les localités du projet (jeux, concours culinaire, concours de danse, etc.) - A.1.3 : Organiser une (01) rencontre d'échange d'expériences sur la protection de la forêt entre les communautés riveraines des forêts classées ; 2. Objectif spécifique 2 : Mettre en place un système d'alerte précoce impliquant les jeunes et les femmes en coordination étroite avec les services de l'Etat en vue de prévenir les occupations illégales et les conflits (impliquer les comités régionaux d'alerte précoce...) <ul style="list-style-type: none"> - A.2.1 : Créer quatre (04) Comités de Protection et de surveillance de la forêt (CPSF), et suivi ; - A.2.2 : Apporter un appui en matériels de fonctionnement et de communication à quatre (04) CPSF (Mégaphones, registres, stylos, bâches, chaises) - A.2.3: Créer quatre (04) champs école pour le reboisement de la forêt ; 3. Objectif spécifique 3 : Sensibiliser et former les acteurs des plateformes sur la lutte contre les VBG, les droits humains (particulièrement les agents de l'Administration forestière). <ul style="list-style-type: none"> - A.3.1 : Organiser trois (03) formations sur la citoyenneté, les droits de l'homme, les VBG ; en faveur des CPSF, les agents de l'administration forestière et autres acteurs communautaire ; - A.3.2 : Prendre en charge seize (16) survivants de VBG et autres cas d'urgence médicale ; 4. Objectif spécifique 4 : Former les acteurs (autorités et leaders locaux, les représentants de la SODEFOR, les associations de jeunes et les femmes) sur la gestion de l'information, de la rumeur, les outils de collecte et rapportage ; <ul style="list-style-type: none"> - A.4.1 : Organiser trois (03) formations sur la protection de la forêt, les avantages, la gestion de la rumeur, les outils de collecte et rapportage ; - A.4.2: Faire le suivi des activités de protection et apporter une meilleure réponse en cas de problème ; 5. Objectif spécifique 5 : Réhabilitation ou réalisation des QIPS dans chacune des trois zones cibles des infrastructures sociales de base comme des écoles, centres de santé (dispensaires, maternités), points d'eau (pompes hydrauliques, PMH), foyers polyvalents de jeunes) ; <ul style="list-style-type: none"> - A.5.1 : réhabiliter et équiper une (01) école primaires MINORE; - A.5.2 : réhabiliter deux (02) points d'eau a BOUA - A.5.3 : Réhabiliter et équiper en chaises d'un (01) préaux communautaires WAMA; - A.5.4 : Réhabilitation et équipement un (01) centres de santé à DOGBO ; 6. Objectif spécifique 6 : Formation des jeunes et les femmes sur les opportunités d'activités économiques (apiculture, élevage et autre emplois verts) ; <ul style="list-style-type: none"> - A.6.1 : Identifier les groupements des jeunes intéressés par les activités économiques ; - A.6.2 : Former les groupements retenus aux techniques de gestion des activités économiques et du groupe, les techniques de mise en place des activités économiques de type agricole, élevage et pêche, pépinière de reboisement ;
-------------------------	--

- **A.6.3** : Apporter un appui a huit (08) groupements pour la mise en place des activités économiques de leur choix (Moulin, chambre froide, élevage de poulet, activités commerciales, etc.) ;

3. BILAN FINANCIER

a. Tableau des dépenses par secteur d'activités (01 Janvier au 31 Décembre 19)

N° ordre	Désignation par secteur d'activités	Montant (en FCFA)
1	ACTION HUMANITAIRE ET DROITS HUMAINS	33 720 000
2	DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL et RENFORCEMENT DES CAPACITES	156 782 981
3	SANTE/EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	1 881 136 346
4	SANTE/EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT(ETAT)	1 000 000
5	SANTE/EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (ACTES-MEDICAMENT)	37 887 746
Total		2 110 527 073

b. Tableau des recettes (01 janvier au 31 décembre 19)

Types de recettes	Montant en FCFA
Fonds propres (Y Compris d'autres versements)	38 699 565
Partenariats	2 305 806 955
Subvention MSHP	1 000 000
Autres	
Total	2 345 506 520

c. Tableau récapitulatif

	ACTIVITES (EN F CFA)	Montant Total (EN F CFA)
Totales Recettes		2 345 506 520
Totales Dépenses		2 110 527 073
SOLDE		234 979 447

4. DIFFICULTES RENCONTREES

- Retard dans la mise à disposition des différentes subventions pour la mise en œuvre des projets ;
- Vétusté du plateau technique des centres de santé ASAPSU ;
- Insuffisance des ressources financières pour l'ONG ;

- Déguerpissement imminent des centres de santé communautaires ASAPSU de Yopougon Yao Séhi et Jean Paul II d'Attécoubé ;
- Mise en œuvre des activités communautaires liées à la grande dépendance de l'organisation aux subventions des partenaires financiers et techniques ;

5. DEFIS

- Renforcer les équipements du siège ASAPSU ;
- Renouveler et renforcer le plateau technique des centres ASAPSU ;
- Renforcer les capacités de l'ensemble du personnel selon les besoins spécifiques ;
- Mobiliser davantage de ressources propres à travers les prestations des centres et les pharmacies ;
- Relocaliser les centres de santé communautaires ASAPSU de Yopougon Yao Séhi et Jean Paul II d'Attécoubé ;
- Mettre en place des stratégies pour assurer la pérennisation des interventions communautaires ;
- Mettre en place une équipe et un plan de mobilisation des ressources pour le financement des différents projets et assurer la durabilité des actions ;
- Mener des interventions intégrées dans la mise œuvre de tous les programmes (WASH, Santé, Education, protection)

6. ANNEXES

Galerie photo



Photo 1 : Construction de Nouvelles règles de gestion de leurs terres par les communautés (village de Sayo_SOUBRE)



Photo 2 : Atelier de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la sécurisation foncière suivi d'une table ronde en direction des collectivités territoriales (SOUBRE)



Photo 4&5 : SAN PEDRO : Réalisation des activités de rapprochement communautaire à DOGBO et BOUA



Photo 1 : VAVOUA : images de la mise e place du CPSF



Photo 1 : Animation d'une Causerie Groupe par un ASC dans un ménage